

COMMUNIQUE DE PRESSE

Projet d'usine de biocarburants à Lacq:

La forêt des Pyrénées menacée par un projet industriel très polluant en CO2

En juin 2023, le projet BioTjet du consortium Elyse E-CHO, au budget de 2 milliards d'euros, est annoncé en grande pompe par le Président de la République. Alors même que le trafic français aérien a diminué de 20% depuis 2019, l'objectif est de produire du biokérosène (Bio T jet) et du méthanol (eM-Lacq) pour « décarboner » les transports aériens et maritimes, à partir de biomasse et d'hydrogène (HyLacq). Une concertation préalable du public a été lancée à Lacq le 17 octobre. Les représentants d'Elyse ont alors précisé que les trois unités de production HyLacq, eM-Lacq, BioTJet feront appel de façon importante à des fonds publics (d'ores et déjà 7,9 M€ ADEME, 200K€ de Région Nouvelle Aquitaine). Le tout a été présenté comme un projet industriel viable, alors que le PDG de Total, Patrick Pouyanné, déclarait le 7 avril 2023 dans la revue *Usine Nouvelle*: "Cela marche en labo, en pilote, mais cela ne marche pas à l'échelle industrielle."

Or, à ce jour, aucune étude d'impact sur l'environnement n'a été rendue publique. Pourtant il est évident que le projet aura des conséquences dévastatrices sur l'environnement : une destruction de 10 000 ha de forêt par an, une inflation des émissions de CO2, une pollution de l'air avec la circulation d'environ 15 000 camions par an, des risques de pollutions chimiques accrues, d'assèchement du gave de Pau et de désolation des milieux aquatiques.

Car, pour produire les biocarburants prévus, il faudra prélever dans le Gave de Pau 8 millions de m³ d'eau par an, soit la consommation d'eau de 156 000 habitants durant une année, alors même que les périodes de sécheresse conduisent à des restrictions de pompage des eaux dans les milieux naturels. Pour constituer la biomasse nécessaire, il faudrait récolter annuellement 500 000 t de bois sur pied dans les forêts des Pyrénées, soit environ 1 million d'arbres abattus tous les ans !

Il est évident qu'une telle destruction de la forêt a aussi des conséquences pour le climat. Selon la Sepanso 64, le projet conduirait à multiplier les émissions de CO2 par trois ! En effet, il y a diminution du stockage carbone de la forêt quand les récoltes se font sur un intervalle de temps trop court, qui ne permet pas une maturité satisfaisante dans le renouvellement forestier. Dans le cas du projet Elyse, l'intervalle de temps qu'il faut considérer va de 2027 à 2050, année butoir pour obtenir la neutralité carbone globale. Abattre 10 000 ha de forêts par an en coupe rase a pour conséquence directe une diminution annuelle du puits de carbone forestier de l'ordre de 1 500 000 t de CO2, CO2 qui n'est donc plus stocké et vient s'ajouter aux 500 000 t de CO2 rejetées dans l'atmosphère lors de la combustion, des 75 000 t de kérosène et des 200 000 t de méthanol produits annuellement par l'usine. Il est à noter que dans le processus de raffinage du pétrole, la production de 75 000 t de kérosène contribue directement à une émission de seulement 16 500 t de CO2.

« Le bilan carbone du processus industriel utilisant comme matière première la biomasse forestière est très mauvais quand on prend en compte la diminution du puits de carbone forestier consécutive à la coupe des arbres. C'est un peu l'éléphant dans la pièce que l'on ne veut pas voir. Une vérité très dérangeante dans le contexte de la bataille pour le climat, » explique Henri Pépin de la Sepanso 64.

Pour effectuer la récolte forestière, Elyse a mentionné comme partenaire potentiel Alliance Forêt Bois, coopérative industrielle qui pratique des coupes rases aux conséquences catastrophiques pour la faune et la flore sauvages des forêts. Les résidus forestiers sont ôtés des sols, anéantissant toute la microfaune et les champignons nécessaires à la vie des arbres, au cycle de l'eau, à la biodiversité. La base de la chaîne

alimentaire de la forêt est ainsi supprimée. Cette pratique est justifiée par la rentabilité d'une parcelle : en raclant et vendant tout, jusqu'aux souches, on amortit les coûts des engins et de la main d'œuvre.

Les forêts vivantes de feuillus sont progressivement remplacées par des plantations en monoculture d'espèces hybrides, à la croissance plus rapide, mais qui sont aussi beaucoup plus vulnérables aux incendies, aux maladies et aux canicules. Pour augmenter le rendement, on recourt de plus en plus à des engrais et des produits de synthèse, à la construction de routes et de pistes forestières sur des centaines de kilomètres, à des engins toujours plus destructeurs, qui tassent le sol et détruisent la biodiversité.

Un collectif d'associations **Touche pas à ma forêt : pour le climat**, opposé à ce projet d'usine de biocarburants de Lacq s'est constitué. Jusqu'au 17 janvier, le public est appelé à participer à la concertation, encadrée par la Commission Nationale du Débat Public : <https://www.e-cho-concertation.fr/>

Références:

L.Peng et al., The carbon costs of global wood harvests. *Nature*. 260, p110 (3 August 2023)

X.Logel et al., Analyse du cycle de vie du bois énergie. <https://librairie.adme.fr> (octobre 2021)

Signataires: Association pour la Conservation du Cadre de vie d'Oloron et du Bager (ACCOB), Association pour la Protection de la Qualité de Vie en Béarn des Gaves (APQV), Défense des Milieux Aquatiques (DMA), Groupe National de Surveillance des Arbres (GNSA), Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud Ouest (Sepanso 64), Touche Pas à Ma Forêt-Pyrénées

Contact presse:

Jeanne Ophuls

0784716686

stop.biocarburants.lacq@gmail.com